

Mille sabords !



Le 23 septembre, contre la privatisation de La Poste..

Ou plutôt mille milliards de sabords ! Puisque c'est le chiffre (hallucinant) en dollars que l'État (qui reprend pour l'occasion sa majuscule !) étatsunien va ponctionner pour sauver les parangons du capitalisme financier, congénitalement libéraux et sauvages, qui se sont pris les pieds dans le tapis.

« L'État, c'est le problème », disait Reagan dans ces belles années où les Chicago boys et autre Miltoniens partaient à l'assaut des camisoles étatiques qui ligotaient la fée concurrence, laquelle ne demandait, on le sait, qu'à répandre ses bienfaits sur le monde.

Les voilà donc rattrapés par la crise... Une crise du capitalisme, n'en déplaise à notre ovni-président. Ils ont beau dire, tous autant qu'ils sont, c'est un scandale. C'est (*Libé* du 24 septembre) 32 fois le montant de l'aide publique octroyée en 2007 par les Etats-Unis aux pays pauvres. C'est 61 fois le montant engagé mondialement contre ces pandémies que sont le sida, la tuberculose et le paludisme (6 millions de morts par an). Sarkozy – toujours aussi comique dans son rôle de gendarme de Saint Trop' – prêche pour « un capitalisme régulier et régulé ». On connaît la chanson... Tous finissent par rappeler que la socialisation des pertes est inévitable – sinon ce serait la crise, la vraie ! Exit, donc, les vilaines banques qui s'en sont mis plein les poches pendant des décennies à la grande satisfaction de leurs actionnaires.

Ce qui surprend devant ce tsunami qui devrait emporter non seulement les banquiers mais aussi les politiques, c'est le peu de réaction de l'autre côté. Or, c'est nous tous qui allons payer, au final et encore, pour ces néolibéraux sans scrupules. Serait-ce la preuve que, petit à petit, s'est incrustée dans la conscience publique l'idée que c'est l'économie qui pilote ? Une idée fautive, comme l'écrit Jacques Généreux dans son livre « la Dissociété » : « *L'horreur économique n'est pas la crise du politique mais la victoire d'une politique. Le défi n'est pas de replacer l'économie sous le contrôle des politiques : elle l'est déjà. Il est de remettre les politiques au service du bien commun.* »

En effet, tout ceci est bien le produit d'une politique, délibérée et consciente, et le seul intérêt de cette crise est de la mettre brutalement sous les feux de la rampe. C'est donc bien la rupture avec ces politiques néo-libérales dont on voit les conséquences, qui devrait être au centre

des solutions. Et l'Europe, qui s'avère incapable de prendre quelques mesures que ce soit en raison de son credo néo-libéral, est le premier terrain où nous devons intervenir – ce que démontrent bien les contributions que nous avons sollicitées pour le dossier de cette revue.

Dans ce contexte on est abasourdi par l'incapacité, qui semble totale et profonde, de la grande majorité des politiques et

des dirigeants syndicaux à dénoncer, expliquer, proposer. Comment s'étonner dès lors, non d'un attentisme, mais bien d'un refus de « faire semblant » des forces sociales ?

Question de la conf' : comment éviter une dynamique de lutte ?

Alors que Sarkozy venait d'être élu et surfait sur une popularité qui semblait indéboulonnable, la rentrée 2007 a vu très vite s'activer des luttes sociales : cheminots, caissières de supermarchés, étudiants, lycéens, parents d'élèves et enseignants, travailleurs sans papiers, RESF... D'octobre 2007 à juin 2008 les mobilisations se succédèrent. Et les journées d'action avec les résultats que l'on sait. Si ces mobilisations ont permis de commencer à réagir, parfois de temporiser, chacun sait que la politique mise en œuvre – sur le refrain : « *il faut en finir avec un modèle social qui ne marche pas* » – n'a pas été remise en cause. Et le gouvernement la poursuit chaque jour en poussant les feux dans tous les domaines, remodelant en profondeur la société.

Nous sommes donc très nombreux à avoir terminé l'année scolaire avec un sentiment bien ancré : plus jamais ça ! Plus jamais cette succession de journées de grève ponctuelles et disparates (salaires, projet éducatif, protection sociale, etc.). Il ne s'agit ni d'une résignation, ni d'une acceptation des « réformes », mais bien de la volonté de se donner les moyens de construire une action dans la durée, crédible pour les salariés et la population pour imposer des reculs et d'autres choix.

C'est peu dire que notre ressenti est peu partagé par certains : dès juillet, la CGT a mis le 7 octobre dans le paysage, ce qui a plombé la période de rentrée. Seuls les postiers sont sortis du cadre et, avec la perspective d'une campagne de référendum, ont pu inscrire leur grève unitaire

du 23 septembre dans une perspective globale. Dans l'Education, alors qu'enfin commençait à émerger le sentiment de l'irréparable, le dispositif a bloqué tout réel mouvement de rentrée préparant la manifestation nationale du 19 octobre avec les parents.

Et tout cela pour quoi ? Pour une journée d'action « interpro » aux contours on ne peut plus flous, pour laquelle chacun signe sans vouloir se donner les moyens d'honorer sa signature. Après la défaite majeure et sans combat sur les 35h, les annonces sur les services publics, le « moment de vérité » appelé par Thibault aurait dû se traduire par une grève public/privé, des manifestations massives. Il y avait place pour cela. Même la FSU a finalement échoué à un appel clair, certes difficile dans ce contexte, qui aurait permis de commencer une remobilisation des personnels.

Il faudra bien analyser, sur fond de guerre de la représentativité, ce qui est en train de se jouer au niveau des confédérations. Mais le bilan est désastreux, CFDT-CGT, face à FO-CFTC ont réussi à vider le 7 octobre de toute dynamique revendicative et mobilisatrice.

D'ailleurs « pourquoi se mobiliser ? » Quand on entend les analyses de nombre de directions syndicales (y compris de certains dans la FSU) qui noient le poison dans la soupe, paraît-il pour ne pas démolir les syndiqués, on se demande s'il y a vraiment le feu au modèle social...

« La première des batailles à mener, la plus décisive, est une bataille d'idées », écrit encore Jacques Généreux. Comment mobiliser les salariés, les citoyens sans dénoncer clairement l'entreprise de privatisation des esprits qui précède celle de l'État ? Comment combattre les attaques qui semblent diverses et, souvent habilement ciblées, sans expliquer une politique qui instille une culture anti-fonctionnaire, anti-administration et anti-impôts. Creuser les déficits pour créer l'illusion que le pays « vit au dessus de ses moyens » pour ensuite « réformer » l'État et privatiser les services publics et la protection sociale. Savoir payer quelques-uns pour mieux exploiter tout le monde, et au final faire payer les pauvres (ils sont plus nombreux).

Le but des néolibéraux, répétons le, n'est pas d'affaiblir l'État, mais de disposer à leur guise d'États assez puissants pour imposer à l'intérieur comme à l'extérieur, un ordre conforme à leurs intérêts et à leur vision du monde. La « révolution » libérale des années 80 n'appelle pas une contre-révolution étatiste qui remettrait les commandes

de l'économie aux mains du pouvoir central, elle y est déjà. Non, elle appelle une révolution démocratique qui refonderait une culture du bien commun et donnerait à tous les citoyens les moyens de débattre et de décider.

Après le code du travail, les 35h, les heures supplémentaires qui se sont traduits par une reprise sérieuse et durable du chômage, le gouvernement vient de finaliser le RSA. Réussissant le tour de force de faire croire à une taxation du capital, il a parfaitement occulté l'offensive lancée contre les chômeurs contraints d'accepter la précarité et la pauvreté au travail. Le chômage de masse, la précarisation et l'aggravation des inégalités progressent. L'éclatement du salariat, la nouvelle organisation hiérarchique et l'employabilité font leur chemin dans les entreprises dans un contexte de crise économique et de baisse du pouvoir d'achat (et les services publics en participant)...



Affiche du réseau « services publics » au FSE de Malmö.



De la résistance à la riposte...

Tout justifie un mouvement interprofessionnel de grande ampleur. C'est pourquoi, malgré le sabotage, nous avons combattu pour un appel ferme et national de la FSU à la grève le 7 octobre.

Le prochain chantier est celui de la protection sociale dans toutes ses dimensions. A nouveau, le silence de la gauche et des confédérations est assourdissant. Alors que des mobilisations ont lieu contre les fermetures d'hôpitaux, alors que des collectifs tentent de lutter contre la remise en cause d'un système solidaire, les confédérations semblent comme sur les autres sujets oublier de mener campagne, d'expliquer, de dénoncer la casse du dernier pilier d'un système social certes imparfait mais qui est encore une des forces de la société française.

Après les autres services publics, c'est au

tour de La Poste de s'ouvrir à la concurrence. Saurons-nous cette fois déjouer les pièges, les divisions, et mener une campagne d'opinion, via un *referendum*, pour y faire obstacle ? C'est une de nos tâches, elle semble être à notre portée.

La bataille longue et unitaire contre le fichier Edvige montre qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement. La difficulté à engager un processus similaire sur l'ordonnance de 45 et l'enfermement des mineurs ne doit pas nous faire oublier que sur ce terrain aussi l'idéologie néo-libérale a fait des progrès.

L'Education, comme la Santé, fait partie des grands chantiers du gouvernement, mais aussi des grandes demandes de la population. Le gouvernement multiplie les angles d'attaques, hier le supérieur et le primaire, le lycée professionnel, aujourd'hui la formation des maîtres, demain le lycée. Bien sûr, il sait utiliser au mieux les carences et échecs du système (que nous dénonçons nous-mêmes), il tente d'acheter les quelques fonctionnaires qui resteront au prix de la précarité de tous les autres. Le projet est malheureusement simple : ils veulent en finir avec les objectifs portés, depuis le plan Langevin-

Wallon (jamais mis en œuvre), d'une école instrument de plus grande justice sociale, d'un droit à l'éducation pour tous. C'est même l'abandon de la fameuse « égalité des chances » – qui n'est pas la même chose que la réussite de tous –, c'est « moins d'école, moins de personnels, moins d'heure de cours » et une privatisation accélérée via, notamment, la suppression de la carte scolaire. Cela donne l'individualisation (appelée « autonomie ») comme seul modèle péda-

gogique avancé pour traiter la difficulté scolaire. C'est l'externalisation du « soutien ». Dans « l'égalité des chances », c'est la chance qui l'emporte, et l'on doit savoir la saisir... en travaillant !

L'urgence n'est donc pas pour nous de négocier ou de tenter d'aménager des réformes dangereuses, mais bien de dénoncer clairement ce qui se met en place. De l'expliquer non seulement aux personnels mais aux usagers et à la société. De trouver les moyens, tous les moyens, d'intervenir dans le débat public, de faire se rencontrer parents, enseignants et chercheurs, d'agir. C'est ce qui s'est fait avec les Etats généraux de la formation des maîtres contre le projet de suppression de toute formation professionnelle.

L'unité qui s'est faite pour la campagne et la manifestation du 19 octobre peut, doit, être le début d'un mouvement d'ensemble pour l'Education. Préparons la suite. ●

JEAN-MICHEL DEVON